

nuit (1936), une symphonie (1934), une *Sinfonietta* (1939) et plusieurs suites ; une douzaine d'œuvres concertantes et autant de pièces pour piano solo ; de la musique de chambre d'une très haute inspiration (trio à cordes, trio à clavier, deux quatuors à cordes) ; de la musique vocale, enfin : une vingtaine de mélodies (avec piano, avec piano et un ou plusieurs instruments, avec orchestre), des chœurs a cappella, un opéra de chambre, *Le mauvais pari* (1937), un opéra comique, *Floris l'incomparable* (1959). On ajoutera encore à cette production très diversifiée un ballet, *La mort d'Orphée* (1928), un jeu radiophonique, *Congo* (1936) et quelques musiques de films, un genre alors nouveau.

Francis de Bourguignon a été longtemps collaborateur de la *Revue musicale belge* fondée par Paul Gilson et dirigée par Marcel Poot ; très logiquement, il a rejoint le Groupe des synthétistes avec d'autres anciens élèves et admirateurs de Gilson. Il a également collaboré, de manière plus sporadique, à *L'Indépendance belge* et à *Belgique-Spectacles*, de même qu'il a tenu une chronique humoristique (« Do, ré, mi, fa ») dans l'hebdomadaire *Pourquoi Pas ?* et, ce qui était alors très original et entièrement nouveau, une chronique radiophonique à l'INR (Institut national de radiodiffusion) pendant la saison 1936-1937.

Archives du Conservatoire royal, à Bruxelles, Matricule des étudiants et Matricule du personnel, dossier N 152.

A. Vandermoot, *Francis de Bourguignon*, Bruxelles, 1949. – *Catalogue des œuvres de compositeurs belges : Francis de Bourguignon*, Bruxelles, 1953. – A. Vander Linden, *Francis de Bourguignon*, dans *Annuaire du Conservatoire royal de Bruxelles*, t. 84, 1961. – H. Vanhulst, *Francis de Bourguignon*, dans *The New Grove Dictionary of Music and Musicians*, vol. 4, Londres, 2001, p. 116.

Paul Raspé

DE BROUCKÈRE, Louis, Gustave, Jean, Marie, Théodore, homme politique, journaliste, professeur d'Université, membre de l'Académie royale de Belgique, né à Roulers le 31 mai 1870, décédé à Bruxelles le 4 juin 1951.

Les De Brouckère, notables d'opinion libérale, athées et francs-maçons, sont appa-

rentés aux De Brouckère de Bruxelles (Charles et Henry). Gustave, père de Louis, épouse Léonie Tant, issue d'une famille catholique enrichie dans le textile. Lui-même s'est lancé dans l'industrie de la filature du coton mais son usine (De Brouckère Frères) sera détruite au cours de la Première Guerre mondiale. Trois enfants naissent de l'union entre Gustave De Brouckère et Léonie Tant : Charles en 1867, Éliza en 1868 et Louis en 1870. En 1873, Léonie décède d'une fièvre puerpérale après avoir mis au monde un enfant non viable. Sa sœur Florence tient aussitôt le ménage du veuf avec lequel elle a deux enfants, Jeanne et Léon.

En 1881, Louis De Brouckère prend pension à Bruxelles et fréquente l'athénée de la ville. Ses sympathies affichées pour le Parti ouvrier belge (POB), né en 1885, conduisent le préfet de l'établissement à exiger de son équipe pédagogique qu'elle ignore l'adolescent. Malgré tout soutenu par les professeurs de physique et de mathématiques, De Brouckère va désormais étudier seul jusqu'en terminale. Gustave De Brouckère décède en 1887, l'année où Louis s'inscrit à l'Université libre de Bruxelles. Le jeune homme a dix-sept ans et, conséquence de ses convictions, aucun diplôme du secondaire en poche. Son engagement ne cesse pourtant de s'affirmer. Dès 1889, il tient son premier meeting alors qu'il préside le Cercle des étudiants et des anciens étudiants socialistes (affilié au POB). Il devient également l'un des rédacteurs du *Journal des étudiants* et, à partir de 1893, de *L'Étudiant socialiste*, organe de la jeunesse socialiste connu sous le nom d'*Avant-garde* à partir de 1896.

À la tête de la Commission permanente étudiante en 1891, De Brouckère prend également une part active dans la contestation qui secoue les modes de pensée et de fonctionnement de l'*Alma Mater*. Il soutient son ami Georges Dwelshauvers, ancien condisciple d'athénée devenu docteur en philosophie (1887) de Leipzig, dans le conflit qui l'oppose au professeur Guillaume Tiberghien, adepte du « spiritualisme ». La faculté de Philosophie et Lettres a en effet rejeté la thèse « rationaliste » du chercheur qui porte le litige devant le conseil d'administration de l'Université.

De Brouckère s'engage aussi aux côtés des milieux de gauche (progressistes et socialistes) dans « l'affaire Reclus ». Le recteur Hector

Denis, son ami et socialiste comme lui, avait proposé la charge d'un cours de géographie à l'anarchiste Élisée Reclus, mais sans attendre l'accord du conseil d'administration. Il était convenu que l'enseignement soit dispensé à partir de la rentrée 1894. Entre-temps, en décembre 1893, l'anarchiste Auguste Vaillant avait lancé une bombe dans l'hémicycle de la Chambre des députés en France. La famille Reclus avait été un moment inquiétée avant d'être mise hors de cause. La fâcheuse publicité avait permis cependant aux administrateurs opposés à la venue du géographe de revenir sur l'engagement pris. Dès lors mis en minorité, Hector Denis allait démissionner du rectorat en janvier 1894. Pour calmer l'agitation, le conseil d'administration va exclure momentanément les principaux meneurs dont, semble-t-il, De Brouckère. Il faut noter que, quoique régulièrement inscrit jusqu'en 1893, ce futur professeur d'Université, également auditeur libre des cours de Henri Poincaré à la faculté des Sciences de Paris, n'a jamais obtenu de diplôme.

En octobre 1894, De Brouckère participe activement à la création de l'École libre d'enseignement supérieur, dite « Université nouvelle ». De l'année de fondation de l'établissement jusqu'à sa liquidation fin 1918, il donne cours de philosophie des sciences à l'Institut des hautes études de Bruxelles qui en dépend. En 1896, il passe six mois à la prison de Saint-Gilles pour avoir rédigé, dans *Le Conscrit*, un article adressé aux militaires afin qu'ils ne tirent pas sur les ouvriers en grève.

Mais l'intellectuel De Brouckère souhaite connaître le monde ouvrier de l'intérieur. Aussi, entre mai et décembre 1901, se rend-il à Belfast pour apprendre le métier de tourneur sur métaux. Il séjourne ensuite aux États-Unis une grande partie de l'année suivante afin de travailler comme monteur à la Baldwin Locomotive Works de Philadelphie. Le surmenage voire un état dépressif semblent également la cause de ce long voyage. De Brouckère ne reprend en effet sa pleine activité militante qu'en 1904. Entre-temps, en 1902, il a épousé Gertrude Guñsborg, une Russe de confession juive, qu'il a sans doute rencontrée à l'Université nouvelle. Lucia De Brouckère, fille unique du couple et professeur à l'Université libre de Bruxelles, a très peu parlé de sa mère,

semble-t-il atteinte d'une maladie mentale et dont on perd la trace avant la Première Guerre mondiale.

En 1914, De Brouckère s'engage sur le front de l'Yser. En 1916, il est appelé au Havre par le gouvernement belge en exil qui le nomme chef de cabinet d'Émile Vandervelde, à cette époque ministre de l'Intendance. De Brouckère s'était jusqu'alors beaucoup consacré à son métier de journaliste et, entre 1907 et 1910, de directeur du *Peuple*. Après 1918, il demeure un collaborateur prolifique du quotidien socialiste, en charge de la rubrique de politique étrangère. Il collabore aussi au *Soir* entre 1921 et 1945.

Mais la vocation d'enseigner transcende toutes les autres chez cette personnalité complexe. Ainsi, en 1897, a-t-il fondé l'Institut industriel, rattaché à l'Université nouvelle et bientôt placé sous l'égide du POB. Cette initiative, antérieure aux universités du travail, pose De Brouckère en précurseur des « humanités techniques », soit d'un enseignement professionnel influencé par les essais pionniers de William Morris. À partir de 1926, De Brouckère est aussi professeur ordinaire à l'École des sciences politiques et sociales de l'Université libre de Bruxelles et occupe la « chaire de la coopération ». Enfin, entre 1921 et 1940, il enseigne à l'École ouvrière supérieure ainsi qu'à l'Académie de droit international de La Haye.

Conseiller communal (1896-1904) et député suppléant (1902) de Bruxelles – donc à l'étranger pendant une partie de ses mandats –, conseiller provincial du Brabant (1900-1906) et sénateur coopté (1925-1932), De Brouckère a été un candidat malheureux aux législatives de 1896 à Bruxelles et de 1898 à Verviers. Avant la Première Guerre mondiale, il passe pour le leader de « l'extrême gauche » au sein du POB. En 1910, il prend la tête du Groupe socialiste révolutionnaire et, l'année suivante, celle du périodique *La Lutte des classes*. Il bénéficie de l'appui d'une minorité non négligeable de militants (environ 30 %). De Brouckère et les siens s'opposent toutefois davantage encore aux syndicalistes révolutionnaires, minorité peu nombreuse mais agissante à leur gauche. En somme, selon la pertinente formule de Maxime Steinberg, « la mouvance De Brouckère (...) très attachée à l'unité du parti » posait volontiers dans le rôle de

« mauvaise conscience du réformisme ». Mais, dans les faits, elle « avalisait la politique majoritaire et il ne restait de son opposition que ses critiques angoissées et impuissantes à l'égard de 'l'entente cordiale' avec les libéraux ».

Avec Émile Vandervelde et Camille Huysmans, De Brouckère est également le plus internationaliste des dirigeants fondateurs du POB. Il est membre du comité exécutif de l'Internationale (dès sa reconstitution en 1923) ainsi que membre député de son bureau et président de divers comités y attachés. Enfin, il préside l'association entre 1935 et 1938. De Brouckère siège également à la Société des Nations (SDN) en qualité de premier représentant permanent de la Belgique lors de la commission préparatoire de désarmement (1926-1930) et de président de la sous-commission chargée de mettre au point la technique du désarmement. Il place de grands espoirs dans cet organisme qu'il croit capable « d'ordonner » mieux le monde bouleversé de l'après-guerre.

À partir des années trente, il entre d'ailleurs en conflit ouvert avec les vues politiques « nationales », sinon belgo-belges, de la génération montante des cadres du POB, Paul-Henri Spaak en tête. Dans la question de la guerre civile espagnole, De Brouckère, qui se rend sur place dès 1936, condamne l'attitude de celui qui est alors ministre des Affaires étrangères dans des gouvernements de coalition. Il démissionne d'ailleurs du bureau du parti lorsque ce dernier autorise Spaak à envoyer un chargé d'affaires à Burgos. Pour la même raison (la reconnaissance du pouvoir de Franco par des cabinets auxquels participent des responsables politiques socialistes), il quitte la présidence de l'Internationale en 1938.

Dans les colonnes du *Peuple*, De Brouckère exprime également son opposition aux partisans de la politique dite de « neutralité ». En sa qualité de membre de la SDN, il n'ignore rien du repli nationaliste qui touche la plupart des pays à partir de la fin des années 1920. Partisan de « l'intervention préventive » – par le biais de sanctions économiques, de blocus et de retraits d'ambassadeurs –, il constate également l'impuissance de la Société face au départ de l'Allemagne (1935), de l'Autriche (1938) et de l'Italie (1939, par ailleurs année de l'expulsion de l'URSS). En antifasciste

convaincu, il ne cesse d'ailleurs de dénoncer l'inaction de l'instance internationale face aux agissements de Mussolini en Éthiopie et de Hitler en Europe centrale. Plus encore qu'il critique l'action de Spaak, De Brouckère condamne celle d'Henri De Man qualifié pour l'occasion de « plus munichois des socialistes-nationalistes ». De Brouckère avait condamné les prises de position « néo-socialistes » de celui qui voulait renoncer à la lutte des classes, principe fondateur du marxisme, dès l'adoption du Plan du travail par le Congrès de Noël 1933 (au cours duquel De Man accède à la vice-présidence du POB).

De Brouckère choisit l'exil dès le 12 mai 1940. Avec sa fille, il gagne la Grande-Bretagne en passant par l'Afrique du Nord, le Portugal et l'Écosse. Il est à Londres en novembre 1940. Directeur du « groupe Émile Vandervelde » (organe de liaison entre les socialistes belges de Londres et ceux restés au pays), il se charge également, avec Arthur Wauters, des « émissions ouvrières » de la section française de la BBC (Radio française) et de Radio-Belgique. En 1941, il devient vice-président du Comité d'étude belge pour les problèmes d'après-guerre (CEPAG).

Après la guerre, le vieux militant s'investit avec fougue dans la lutte contre le retour sur le trône de Léopold III. Pour ce faire, à près de quatre-vingts ans, il parcourt le pays, de meeting en meeting, et lance sa plus grande campagne de presse dans *Le Peuple* (et le *Vooruit*). Pour De Brouckère, Léopold III aurait dû suivre le gouvernement à Londres. Et d'analyser sans concession les attitudes et les prises de position du souverain. À ses yeux, Léopold III a adhéré à une idéologie ultraconservatrice (qualifiée de « leorexisme ») à la fois antiparlementaire et corporatiste. D'autre part, condamne-t-il, Léopold III s'est accommodé trop facilement de l'occupation allemande et n'a jamais voulu considérer les Anglo-Américains comme des « Alliés ».

Sans renier le radicalisme de sa jeunesse, l'homme révolté sinon révolutionnaire d'avant 1918 a cédé, peu à peu, la place au « directeur de conscience » du parti. La crise socio-économique et politique des années trente ainsi que la Deuxième Guerre mondiale ont battu en brèche l'optimisme du militant sans toutefois ébranler la force de ses convictions.

Sa vie durant, De Brouckère est resté fidèle au marxisme ainsi qu'aux préceptes moraux et politiques des Lumières. Mais il s'est défié dès l'origine de l'étatisme des régimes communistes et, particulièrement, du « capitalisme d'État » pratiqué par Staline. Pour De Brouckère, l'avenir du socialisme se trouve dans la sphère « occidentale », en somme à l'intérieur d'un ensemble dont « Vienne est certainement et Budapest peut-être ».

Dès l'exil londonien, il a estimé nécessaire la construction d'une Europe unie plutôt que divisée et enserrée entre « la puissance soviétique », « l'énorme Chine » et le « formidable marché intérieur » des États-Unis. À partir de 1942, il prône la suppression des barrières douanières au bénéfice d'une sorte d'économie-monde organisée et régulée. Pour ce faire, il encourage la naissance d'une démocratie « supranationale », la seule capable selon lui de contrer l'effet pervers principal de la mondialisation : la « Bourse », érigée en « troisième chambre du parlement ». C'est ainsi qu'il se pose en fervent partisan du Plan Marshall. Après le coup de main soviétique sur Prague en 1948, il adhère également à l'idée d'une « armée atlantique ». Ce pacifique raisonné, mais non pacifiste, acteur et témoin de deux guerres mondiales, ne prêchera dès lors en faveur d'un désarmement que dans un cadre bilatéral. Guerre froide oblige...

À la fin de sa vie, De Brouckère va chercher à lier le « travaillisme » d'outre-Atlantique, celui des puissantes fédérations syndicales nord-américaines, et les théories de Marx et Engels. Il rêve d'ailleurs d'une III^e Internationale ouverte à tous les « frères des mondes nouveaux », « peuples coloniaux et semi-coloniaux » et de l'Amérique du Sud.

À titre privé, De Brouckère a nourri une relation fusionnelle avec sa fille Lucia. Ouvert au progrès technique, il possède, parmi les premiers en Belgique avant 1914, un téléphone, un compte chèque postal ainsi qu'une machine à écrire. Cet homme d'aspect sévère, opposé au tutoiement, puritain si l'on veut, est aussi un bon vivant qui aime manger et boire, un lecteur énorme, peu mélomane mais passionné de théâtre. Émile Vandervelde fut sans conteste son ami le plus cher, son « frère siamois » selon les propres termes du Patron rencontré dès 1888.

Élu correspondant de la classe des Lettres et des Sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique le 6 décembre 1926, De Brouckère en devient membre en 1934 et directeur en 1945, année où il accède au rang de ministre d'État.

Il décède à Bruxelles le 4 juin 1951. Une Fondation Louis De Brouckère est constituée en 1952 se donnant pour mission de publier ses écrits. L'œuvre en question, en quatre volumes, sort des presses entre 1958 et 1962. La Fondation édite également des études en rapport avec les matières enseignées par le maître et promeut la formation dans les matières économiques, sociales, juridiques et culturelles. En 1970, l'Université libre de Bruxelles et l'Académie royale de Belgique s'associent pour célébrer le centième anniversaire de la naissance de Louis De Brouckère.

Académie royale de Belgique, à Bruxelles, Dossier LDB 11 482. – Institut Émile Vandervelde, à Bruxelles, Archives-Documents LDB. – Université libre de Bruxelles, Archives 1P62, 5PP, H12 DE-BROU 311*10 (1894), Fonds Université nouvelle. – Commune de Roeselaere et Ville de Bruxelles, Archives d'état civil.

L. Delsinne, *Notice sur la vie et les travaux de Louis De Brouckère*, dans *Université libre de Bruxelles. Rapport sur l'année académique 1950-1951*, Bruxelles, 1953, p. 161-163. – G. Galand, *Louis De Brouckère*, Bruxelles, 1970. – G. Kurgan, P. Van den Dungen, *Louis De Brouckère, journaliste, professeur, homme politique*, dans *Annuaire de l'Académie royale de Belgique*, 2006, p. 41-73, avec bibliographie. – P. Van den Dungen, *Louis De Brouckère : écrire pour le « peuple », écrire pour Le Peuple*, dans J. Gotovitch, A. Morelli (dir.), *Presse communiste, presse radicale (1919-2000). Passé, Présent, Avenir ?*, Bruxelles, 2007, p. 13-35.

Pierre Van den Dungen

DE CLERCQ, Michel, Jean, Gaston, médecin psychiatre, né à Ixelles (Bruxelles) le 31 juillet 1955, décédé aux Seychelles le 4 août 2000.

Michel De Clercq fait ses humanités gréco-latines au Collège du Sacré-Cœur à Bruxelles, puis ses candidatures en médecine aux Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur. Il obtient, en 1980, le titre de docteur en médecine (avec distinction) à l'Université catholique